

SOMMAIRE

Les principaux chantiers	02
Hausse des droits de scolarité	03
La convention	04
Site du SPECA	04
Crise financière	05
Qui fait quoi	06

SPECA HEBDO

SPÉCA-HEBDO
Volume 32
Numéro 01
Jeudi 25 août 2011
www.speca.ca.edu

Nouvelle de dernière minute: Nous allons en médiation sur la récupération des journées de grève

Suite au droit d'appel que nous avons gagné en mai dernier dans le dossier du grief sur la récupération des journées de grève, nous avons choisi, à la suggestion du juge de la Cour d'appel et après consultation de la FNEEQ, de demander la médiation. Au moment de mettre sous presse, le Collège nous annonçait qu'il acceptait de s'engager dans cette démarche qui est exercée par la Cour d'appel, mais qui ne nous prive en aucune façon de notre droit d'être entendu en appel si elle échoue. Nous vous tiendrons informés des développements!

Une rentrée sous le signe de la nouveauté

Comme vous le savez sûrement, un nouvel exécutif est à la barre du SPECA depuis juin dernier. C'est avec enthousiasme et fébrilité que nous avons entamé la session! D'autres changements sont progressivement mis en place :

- Le Speca-Hebdo a une nouvelle facture visuelle et se transformera au fil des publications. Pour le moment, nous avons conservé le tirage papier des années antérieures, mais nous réfléchissons à une formule qui répondrait mieux aux commentaires exprimés dans les départements et au minicongrès l'an dernier.
- La grande salle du Speca a été repeinte à la fin de l'été. Nous avons aussi libéré de l'espace dans les bibliothèques et apporté de nouvelles plantes dans le but de rendre le lieu le plus convivial possible.
- Le site web du Speca (<http://speca.ca.edu>) est actuellement mis à jour. Une refonte plus substantielle est envisagée pour le début de la session prochaine.

Vous voulez faire du Speca-Hebdo un meilleur outil de dialogue et de communication? Vous avez des idées pour rendre le local encore plus accueillant? Passez nous voir ou envoyez-nous vos suggestions par courriel.

Bonne rentrée!

Philippe de Grosbois, *secrétaire*.

**Venez rencontrer
les membres
de votre nouvel
exécutif!**



Déjeuner de la rentrée
Mercredi le 31 août à 10 h
au local du SPECA (G-1145)
Amenez les nouveaux!

Les principaux chantiers de l'automne

Dans le cadre de la campagne du mois de mai dernier, nous avons présenté un programme proposant des orientations sur trois thèmes principaux : la dynamique syndicale locale, la tâche et les conditions de travail. Évidemment, nous ne pourrions pas réaliser l'ensemble de notre ambitieux programme en quelques semaines, mais nous pouvons déjà vous annoncer les principaux éléments que nous entendons mettre en chantier dès l'automne.

Sur le plan de la dynamique syndicale locale, nous convoquerons sous peu le comité École et société pour donner suite aux recommandations issues du minicongrès du 31 mai et procéder à la rédaction de propositions concrètes à présenter au cours d'une assemblée syndicale de l'automne. La remise sur pied d'un comité de délégués (composition, mandats et mode de fonctionnement) sera certes un élément central des discussions. Si ce sujet vous intéresse, surveillez les communications syndicales des prochaines semaines puisque nous lancerons bientôt un appel à tous pour mettre à jour le comité École et société de cette année. Sur le même thème, nous commencerons aussi à étudier en profondeur nos Statuts et règlements, même si, réalistement, nous ne pourrions pas en présenter une refonte complète avant la fin de l'année scolaire, d'autant que la collaboration d'un éventuel comité de délégués pourrait nous être précieuse pour actualiser nos façons de faire.

Sur le plan de la tâche, le Collège devrait nous fournir, en cours de session, le bilan détaillé de l'utilisation des ressources pour l'année 2010-2011, ce qui devrait nous permettre de produire et de présenter en assemblée un bilan (sous un format plus « digeste » quand même) avant la fin de la session. Nous commencerons aussi le travail d'analyse qui nous permettra de mieux comprendre les particularités de la tâche à Ahuntsic en vue d'éventuellement proposer des améliorations au mode de distribution local. Mais la priorité de cette analyse sera bien sûr de nous outiller pour négocier la meilleure lettre d'entente locale possible sur la mise en œuvre de la convention 2010-2015. Ainsi, même si tout ce travail s'amorcera très bientôt, il est probable qu'il ne se traduira pas par des propositions formelles à débattre en assemblée avant la session d'hiver.

Sur le plan des moyens à mettre en œuvre pour améliorer nos conditions de travail, que ce soit les responsabilités des RCD, les mesures de soutien aux étudiants ayant des besoins particuliers, la conciliation travail-famille, la santé-sécurité au travail, l'environnement ou les TIC, nous défendrons de façon continue les intérêts de tout un chacun à toutes les instances où nous sommes représentés. Et, à moyen terme, si un comité de délégués est créé, nous pourrions approfondir les réflexions et éventuellement saisir l'assemblée de propositions visant à mettre en place de nouvelles mesures susceptibles d'améliorer davantage notre qualité de vie au travail.

Enfin, tout au long de l'année, nous rencontrerons sur une base régulière le conseiller de la FNEEQ attiré à notre syndicat et participerons aux nombreuses sessions de formation offertes par la FNEEQ. Nous entendons ainsi compléter notre expertise afin de défendre vos droits au meilleur de nos capacités.

Votre exécutif

La FNEEQ-CSN

appuie le mouvement étudiant contre la hausse des droits de scolarité

Des représentantes et des représentants de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec, la FNEEQ-CSN, ont rendu visite aujourd'hui (18 août 2011) au campement établi par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) devant les bureaux du ministère de l'Éducation à Montréal.

La FNEEQ donne ainsi un appui non équivoque aux revendications étudiantes contre la hausse des droits de scolarité. La bataille à laquelle se préparent les étudiants ne peut pas être uniquement réduite à celle de leurs propres intérêts.

Vers la gratuité

La FNEEQ préconise la gratuité, et ce, à tous les niveaux d'enseignement. Des études supérieures gratuites, c'est un choix de société qui profite à tout le monde. C'est le choix de valoriser l'accès au savoir, le choix de faire en sorte que les universités puissent pleinement contribuer à une meilleure justice sociale. «D'autres pays ont fait ce choix et au Québec, il est encore temps de le faire», a commenté le président de la FNEEQ, Jean Trudelle. L'Internationale de l'Éducation (IE), qui représente plus de 30 millions d'enseignantes et d'enseignants à travers le monde, vient d'ailleurs d'adopter, dans la cadre de son 6^e Congrès, une position très claire en faveur de la gratuité des études supérieures.

Si on les compare avec celles du reste du Canada et des États-Unis, les facultés contingentées du Québec, grâce à des droits de scolarité moins élevés, accueillent un nombre significativement supérieur d'étudiantes et d'étudiants provenant de milieux socio-économiques défavorisés.

Penser autrement le financement des universités

Pour la FNEEQ, le «mal-financement» des universités doit trouver sa solution dans une meilleure gestion des établissements ainsi qu'une meilleure contribution de l'État, qui dispose d'une panoplie de moyens pour augmenter ses revenus. Hausser les redevances minières, qui sont actuellement ridiculement basses, et revenir à une fiscalité plus progressive, voilà deux exemples simples qui permettraient au gouvernement de mieux financer les services publics, éducation supérieure comprise. «D'ailleurs, si les grandes entreprises doivent faire davantage pour nos cégeps et nos universités, c'est par le biais des impôts et pas autrement, a ajouté Micheline Thibodeau, vice-présidente de la Fédération et responsable des cégeps. L'autonomie et l'indépendance des établissements d'enseignement supérieur doivent être préservées.»

Concernant la gestion financière des universités, la FNEEQ rappelle que le budget des universités a augmenté de 142% depuis 1997, alors qu'au cours de cette même période, les effectifs étudiants ont augmenté de 19,5% et que le nombre de professeurs... chutait de 9,9%!

Les syndicats de la FNEEQ comptent appuyer activement les étudiantes et les étudiants au cours de l'année qui vient: lever les barrières financières aux études supérieures, c'est un enjeu qui concerne toute la société québécoise.

La FNEEQ-CSN regroupe plus de 27 000 membres répartis dans les cégeps, les universités et les établissements privés. Elle est l'organisation syndicale la plus représentative de l'enseignement supérieur au Québec.

Source : Communiqué de presse de la FNEEQ



Sur le site du SPECA www.speca.ca.edu

Le compte rendu du CA du collège du 28 avril dernier est maintenant disponible en ligne. Nos deux représentants, Jean-Luc Filiatreault et Jean Karam, résument les grandes lignes des discussions qui l'ont animé: adoption des orientations budgétaires du collège pour la période 2011-2012, adoption des projets du Fonds de développement, demandes des étudiants quant à la hausse des frais de scolarité, etc.

Aussi disponible: le compte rendu de la 350^e séance du CA (16 juin 2011) depuis l'ouverture du collège en 1968. Il y est question de l'adoption du rapport annuel, du plan d'effectifs mais, également, de la résolution adoptée par le CA au sujet de la hausse des frais de scolarité: «Que le président du CA exprime, dans une lettre adressée à la ministre de l'Éducation, Mme Line Beauchamp, les préoccupations des étudiants et des membres du CA concernant les impacts de la hausse des frais de scolarité universitaires.»

Nous vous invitons par ailleurs à prendre connaissance du bilan rédigé par Robert Thibault et dans lequel il relate les principaux points soulevés lors du dernier conseil fédéral de la FNEEQ qui s'est tenu à Québec au début du mois de juin.

Vous y trouverez également deux nouveaux documents, **Droits des non-permanents** et **Droits parentaux et congés pour raisons familiales**, sous l'onglet protection syndicale.

Qui fait quoi à l'exécutif

Denise Poirier (philosophie),
présidente

Commission des Études, Comité des relations de travail, Griefs, Liaison intersyndicale, Instances FNEEQ et CSN.

Alain Long (biologie),
vice-président

Comité des relations de travail, Griefs, Liaison intersyndicale, Santé et sécurité, Instances FNEEQ et CSN.

Josée Déziel (psychologie),
trésorière

Comité des relations de travail, École et société, Site web, Finances, Instances FNEEQ et CSN.

Philippe de Grosbois (sociologie),
secrétaire

École et société, Speca-Hebdo, Liaison intersyndicale, Instances FNEEQ et CSN.

Élaine Baribeault (graphisme),
directrice

École et société, Speca-Hebdo, Site web.

Étienne Bourdages (français et lettres),
directeur

Speca-Hebdo.

Michèle Clermont (éducation physique),
directrice

École et société.

Lysann Hounzell (archives médicales),
directrice

Perfectionnement, Activités sociales.

Ugo Nugent (mathématiques),
directeur

Griefs, Assurances, retraites et congés, Activités sociales.

Crise financière

Il faut sortir de cette approche de la richesse

Éric Martin, Julia Posca et Simon Tremblay-Pepin
Le Devoir, 13 août 2011

Les problèmes qui minent l'économie mondiale sont plus profonds que l'action des seuls spéculateurs ou l'endettement des États. Depuis septembre 2008, on a entendu les hypothèses les plus diverses concernant la situation économique mondiale: retour à la normale, crise en W, lente et difficile remontée, etc. Une hypothèse, pourtant la plus plausible, n'a pas reçu beaucoup d'échos. Et si la crise était là pour durer?

Bien sûr, les marchés reprendront de la vigueur ici et là, certains pays se porteront mieux que d'autres, mais il faut envisager que, dans l'ensemble, les pays occidentaux pourraient bien ne jamais retrouver la stabilité économique relative qu'ils avaient avant l'an 2000. Pourquoi?

Les problèmes qui minent l'économie mondiale sont bien plus profonds que l'action des seuls spéculateurs ou l'endettement des États. D'abord, l'organisation mondiale du travail a changé, cela saute aux yeux. Les avancées technologiques permettent de produire une quantité phénoménale de marchandises avec un apport en travail humain particulièrement modeste. Il y a donc des humains «en trop» sur la planète, et, comme notre appareil productif n'a pas d'usage pour leur force de travail dès lors superflue, ils vont grossir la masse des exclus.

Or, ce problème, qu'a radicalisé l'arrivée de la micro-informatique, ne nous inquiétait pas trop en Occident, puisque nous étions privilégiés. Les humains utiles pour l'économie, c'était nous, les gens du Nord; les inutiles, c'était ceux du Sud ou de l'Asie.

La donne a toutefois changé ces dernières décennies quand certains de ces pays ont décidé de maintenir leurs devises à un niveau très bas et de se doter des infrastructures nécessaires à la production de «haute technologie», Chine et Inde en tête. Il est alors devenu de plus en plus intéressant pour les multinationales d'exploiter le travail de ces gens-là plutôt que celui des gens d'ici, même pour des emplois exigeant des qualifications élevées.

La consommation à plein régime

Les pays occidentaux devenaient ainsi une mine de consommateurs pour les produits fabriqués ailleurs, alors que leurs emplois transitaient vers le secteur tertiaire, celui des services. Pour faire fonctionner cette économie de consommation à plein régime, les taux d'intérêt furent ramenés au plus bas, et l'utilisation du crédit, encouragée. L'endettement des ménages, lui, explosa puisque les revenus du travail étaient en relative stagnation depuis 30 ans, à cause des mêmes facteurs.

La stratégie économique de l'Occident s'est jouée sur deux thèmes: la finance et l'économie du savoir. Comme les entreprises occidentales ne faisaient pas d'investissements majeurs dans l'économie réelle, mieux valait

miser son argent sur leur futur anticipé, sur leur capacité à générer des revenus dans les années à venir. Cette assurance était fondée sur le pari que c'était elles, et non les entreprises d'ailleurs, qui allaient concentrer le *goodwill*, soit la réputation de leur marque et les innovations créatives produites par les « cerveaux » issus des meilleures universités occidentales.

Pourtant, l'investissement dans le « futur » des grandes économies occidentales est largement à risque, car elles ne sont plus le siège de la production et du travail, et rien n'indique qu'elles le redeviendront. Comme pour les infrastructures technologiques, la formation technique est une exigence à laquelle les pays du Sud peuvent très bien s'adapter. Sur quoi tabletront alors les économies occidentales si, en plus, leurs ménages surendettés ne peuvent plus consommer ?

Une nouvelle approche de la richesse

Quand les investisseurs n'auront plus confiance dans les économies occidentales, ils se précipiteront vers les valeurs les plus sûres : les ressources de bases (pétrole, métaux, nourriture, eau, etc.). Nous voyons déjà poindre les conséquences sociales de la hausse du prix de ces ressources au nord de l'Afrique et même en Israël.

La crise se maintiendra donc : crise des pays occidentaux qui sont incapables de revenir au centre de l'économie mondiale, tout en voulant maintenir un niveau de vie élevé ; crise des populations du Sud, pour lesquelles la vie coûtera trop cher ; finalement, crise écologique, qui fera que l'appropriation des ressources restantes aura tôt fait de se transformer en guerre dans certaines régions, comme c'est déjà le cas en Irak ou au Congo.

Une des contradictions de notre système économique se révèle clairement. Grâce aux avancées technologiques, nous avons besoin de moins en moins de travail humain pour satisfaire nos besoins. Nous maintenons cependant une vision de la richesse fondée non pas sur la satisfaction des besoins, mais sur l'accumulation illimitée d'argent. Donc, au lieu de réduire le temps de travail pour tous, ce système contraint la majeure partie de la population à choisir entre travail et indigence.

Il est temps de sortir de cette approche de la richesse, et de nous demander ce dont nous avons besoin et comment nous voulons le produire en nous adaptant aux capacités limitées de la Terre. Cela ne sera pas simple, il faudra discuter, s'entendre et s'organiser, plutôt que de laisser les marchés se « réguler » d'eux-mêmes. C'est probablement notre seule voie de sortie – celle que nous empruntons actuellement nous mène à la faillite.

Éric Martin – Doctorant en pensée politique
à l'Université d'Ottawa et chercheur à l'Institut de recherche
et d'informations socio-économiques (IRIS)

Julia Posca – Doctorante en sociologie à l'UQAM
et chercheuse associée à l'IRIS

Simon Tremblay-Pepin – Doctorant en science politique
à l'Université York et chercheur à l'IRIS

Deux mots sur la convention

Le Speca a reçu des copies de la nouvelle convention collective FNEEQ 2010-2015. Chaque syndicat reçoit maintenant un nombre limité de copies, c'est pourquoi nous n'acheminons qu'une seule copie à chaque département. Conservez-la précieusement! Vous pouvez toutefois télécharger la convention en format PDF sur le site de la FNEEQ et sur le site du SPECA.

À chaque numéro du Speca-Hebdo, nous tâcherons de démystifier un aspect différent de la convention. Encore une fois, vos suggestions et contributions sont les bienvenues!